

Le 30 novembre, une soirée pour lancer douze idées disruptives pour la France

Sur le thème « Si j'étais Président(e) », des experts de la société civile auront sept minutes pour défendre une idée de réforme pour l'avenir du pays. Frédéric Monlouis-Félicité, délégué général de l'Institut de l'entreprise, nous explique ce qu'il attend de cette initiative.

Vous organisez le 30 novembre au Palais de Tokyo à Paris un événement inédit que vous avez appelé « Si j'étais Président(e) ». De quoi s'agit-il ?

FMF : Dans quelques mois, lors des élections présidentielles, les Français vont être confrontés à un choix structurant. En mai prochain, ils auront la responsabilité d'engager le pays sur la voie de grandes réformes. Sans quoi la France sortira de l'Histoire. Dans un contexte de désenchantement politique où sept français sur dix estiment que les élections ne changent rien, notre objectif est de lancer des idées destinées à alimenter le débat public pour conduire le pays sur le chemin des réformes.

À l'Institut de l'entreprise, nous avons la chance de nous appuyer sur une communauté de 15 000 personnes dont un tiers est très engagé auprès de nous. Ce sont des diri-

geants d'entreprise, des cadres, des hauts fonctionnaires, des journalistes, des universitaires, des syndicalistes... Acteurs de la société civile, ils contribuent régulièrement à nos réflexions. Lors de cette soirée, nous donnons la parole à douze d'entre eux, pour la plupart peu connus du grand public, mais qui apportent une vision souvent décollante.

Quel dispositif avez-vous prévu ?

FMF : Au cours de cette soirée, ces intervenants viendront tour à tour défendre à la tribune, en sept minutes, une idée totalement nouvelle, disruptive, pour transformer la France. C'est une première. Pour cela nous n'avons pas sélectionné des têtes d'affiche, mais des orateurs qui reflètent la diversité de notre communauté. La moitié d'entre eux sont de jeunes leaders issus de notre programme de formation, l'Institut

des Hautes Etudes de l'Entreprise (IHEE), l'autre moitié est constituée d'universitaires ou d'économistes. Il y a une richesse incroyable à faire se croiser les réflexions d'une avo-



cate en droit social, avec celles d'un entrepreneur de la Silicon Valley ou d'une spécialiste de littérature médiévale. Ils seront chargés de convaincre l'auditoire que leur idée est la bonne. Le choix de leur sujet est libre ; nous ne leur avons imposé aucune thématique. Leurs interventions seront filmées et retrans-

misses en direct et en différé sur les réseaux sociaux. Nous pourrions ensuite promouvoir dans le débat public de façon plus appuyée certaines des idées qui auront émergé.

Cet événement sera aussi l'occasion du lancement de #2017Action, une plateforme participative de débats sur les grandes questions d'actualité en lien avec l'élection présidentielle. Grâce à elle, nous espérons faire émerger en continu de nouvelles idées qui feront avancer le débat. A l'instar du chiffrage des programmes des candidats à la Présidentielle que nous avons lancé en 2007, pratique que toutes les équipes de campagne ont repris aujourd'hui.

L'Institut de l'entreprise est un think tank indépendant. Défend-il cependant une position politique ?

FMF : L'Institut de l'entreprise assume son positionnement libéral. Mais nous revendiquons notre stricte neutralité politique : nous ne faisons campagne pour aucun candidat. Depuis notre création, il y a plus de 40 ans, les chefs d'entreprise trouvent dans notre think tank un espace d'échange et de réflexion collective.

Contrairement à une idée répandue, l'État n'a pas le monopole de l'intérêt général : nous sommes tous détenteurs d'une parcelle de bien commun : citoyens, entreprises, Etat, collectivités, associations... Comme l'engagement de nombreux acteurs économiques dans la COP21 l'a montré l'an dernier, l'entreprise est une extraordinaire machine à résoudre les problèmes. Et la dynamique entrepreneuriale est un puissant moteur de changement et de création de richesse, qui dépasse le strict champ de l'entreprise. Grâce à cette énergie, nous pouvons faire de la France un pays où chacun peut s'accomplir, en encourageant l'audace, la liberté et le goût d'entreprendre, avec une jeunesse capable de se projeter avec enthousiasme dans l'avenir.

Quel que soit le vainqueur de la présidentielle, nous avons une certitude : les Français sont beaucoup plus mûrs pour le changement que ne le croient les politiques.

Propos recueillis par Domitille Arrivet



12 intervenants

7 minutes

1 idée

Ce soir, ils seront douze citoyens, acteurs talentueux de la société civile, à se succéder sur la scène du Palais de Tokyo à Paris. Tous issus de la communauté de l'Institut de l'entreprise, ils s'exprimeront devant plus de 300 spectateurs. Chacun disposera de sept minutes pour présenter une idée disruptive de réforme à mettre en place lors du prochain quinquennat. L'objectif de cet événement ? Mobiliser l'intelligence collective, faire émerger des idées nouvelles et nourrir le débat public à l'occasion de la campagne présidentielle. Et vous, que feriez-vous si vous étiez Président(e) ?



Emmanuelle Barbara
Avocate, spécialiste en droit social

Je modifierais le contrat de travail, en remplaçant l'ancienneté et le lien de subordination par la portabilité des droits et le lien de coopération.
Il faut refonder notre société sur une nouvelle définition du travail



Olivier Delabroy
Vice-président, transformation numérique d'Air Liquide

Je créerais un modèle européen alternatif à la Silicon Valley.
Je militerais pour créer quatre ou cinq Stanford en Europe, des territoires d'excellence avec un seul but : innover.



Charlotte Denney
Administratrice, Directrice générale de BNP Paribas Leasing Solutions

Je m'attaquerais aux oligopoles, en premier lieu à celui du permis de conduire.
Le permis est nécessaire pour trouver un premier emploi ; or, son coût et sa difficulté sont prohibitifs pour des milliers de jeunes.



Jean-François Geneste
Vice-président, chef scientifique d'Airbus Group

Je supprimerais l'argent liquide...et l'impôt !
Je propose d'instaurer une monnaie électronique, infalsifiable et traçable. Pour la financer, je mettrais en place une taxe sur les transactions monétaires, qui remplacerait ainsi tous les impôts et taxes existantes.



Hervé Juvin
Président de l'Observatoire Eurogroup Consulting

Je ferais du libéralisme une arme économique au service de la France.
Il est nécessaire d'instaurer un libéralisme national. Je propose trois mesures pour permettre à la France de jouer à armes égales avec les autres pays.



Nelly Labère
Maître de conférences à l'Université de Bordeaux

Je lancerais un programme pour révéler les « talents de demain ».
Il y a urgence à découvrir des talents visionnaires et atypiques, à qui l'on donne les moyens de transformer leurs idées en actions.



Cédie Maisonneuve
Présidente de La Fabrique de la Cité

J'opterais pour une présidence de... métropole !
Territoires d'innovation, les métropoles sont au cœur des défis de notre siècle : changement climatique, révolution digitale, lien social.. C'est dans les métropoles que nous allons inventer les solutions d'une croissance durable et inclusive



Vincent Message
Ecrivain, maître de conférences en littérature, Paris 8

Je ferais de la transition alimentaire le levier de la transformation de la société.
L'élevage est responsable de 14% des émissions de gaz à effets de serre. Enclencher une transition alimentaire devient un enjeu de survie et de responsabilité éthique.



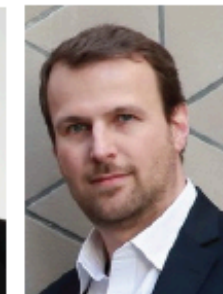
Michel Morvan
Président et co-fondateur de The CoSMo Company

Je combinerais technologie et diversité pour de meilleures décisions politiques.
Il faut diversifier les profils dans les cabinets ministériels, tout en s'appuyant sur les nouvelles technologies, dont le Big Data, pour alimenter les arbitrages et prises de décisions.



Gilles Saint-Paul
Professeur à la Paris School of Economics

J'aurais le courage de ne pas avoir les yeux rivés sur l'emploi pour réformer le pays.
Des réformes importantes ont été écartées car leurs effets sur l'emploi étaient jugés faibles et incertains. Favoriser l'embauche de travailleurs qualifiés ne réduit pas le chômage mais permet de freiner l'exode des cerveaux, et donc d'encourager la croissance.



Jean-Charles Simon
Economiste, président de Stacian

Je mettrais fin à la politique professionnelle. Etre élu est une fonction, pas un métier !
Je propose six mesures concrètes pour en finir avec la politique de carrière, qui gangrène la vie publique. C'est une condition indispensable pour rétablir la confiance des citoyens dans leurs institutions.



Olivier Wickers
Haut fonctionnaire

J'inviterais chacun à définir ses responsabilités pour redresser la France.
Aujourd'hui, plus personne n'est responsable de rien. Je propose que chacun définisse sa mission et ses responsabilités, afin de réengager la société française.

Refaire de la France la première puissance économique européenne

Pour Xavier Hurlard, président de l'Institut de l'entreprise et PDG de Vinci, cet objectif peut être atteint en une décennie. Le monde de l'entreprise sera le moteur des transformations nécessaires. Explications.



1. Les électeurs français choisiront dans quelques mois leur prochain(e) Président(e). Brexit, élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis... les résultats des récentes consultations électorales bousculent les certitudes de nos démocraties libérales. Pensez-vous que la France puisse échapper à cette tendance ?

Il ne m'appartient pas, en tant que chef d'entreprise, de jouer les oracles politiques. Je me contenterais simplement d'observer que les vieilles démocraties comme la

notre ont longtemps été gouvernées grâce à une forme de rationalité partagée. Celle-ci n'empêchait pas l'affrontement politique, mais permettait de préserver un corpus de valeurs communes. Indépendamment de l'alternance politique, il existait un « effet cliquet » autour de grands fondamentaux liés par exemple à la préservation des acquis communautaires pour ce qui concerne l'Europe, au respect des traités internationaux ou à la protection des personnes. Avant cette année, aucun parti de gouvernement occidental n'avait jamais sérieusement

envisagé de rétablir des frontières là où elles avaient disparu, qu'elles soient physiques ou douanières, d'expulser des millions de personnes ou de remettre en cause l'universalité de la protection sociale sur son territoire. Ce temps est de toute évidence révolu. Le grand enseignement des derniers mois, c'est que tout est désormais possible. La rationalité partagée dont je parlais était probablement le produit d'une rencontre historique mais qui s'est révélée éphémère, entre une classe moyenne éduquée et aiguillonnée par une perspective d'ascension sociale, et une élite politique visionnaire qui avait les moyens de tenir ses promesses. Aujourd'hui, la classe moyenne a été laminée par la crise et l'élite politique est largement déconsidérée, souvent injustement, mais c'est bien la perception qui compte dans les urnes.

2. Quelles conséquences en tirez-vous en tant que chef d'entreprise ?

L'entreprise n'est pas séparée de la société. Elle fait corps avec elle. Quand plus d'un tiers de l'électorat penche en faveur du vote contestataire, à l'extrême-gauche ou à l'extrême-droite, chacun doit s'interroger. Nos concitoyens ne sont pas idiots. Ils sentent bien que quelque chose ne va pas. Les Français valent beaucoup mieux que ce que la France est devenue aujourd'hui, c'est-à-dire un pays en déclin. Je ne prononce pas ces mots de gaieté de cœur, mais il faut arrêter de se voiler la face : tous les indicateurs sont au rouge, comptes publics, éducation, croissance, emploi, exportations... Collectivement, nous sommes pourtant capables de grandes choses. La France était la Silicon

Valley du monde à la fin du XIX^{ème} siècle. C'est en France que les premières automobiles ont roulé, que les premiers avions ont décollé, que les premiers vaccins ont été inventés. Nous avons été capables de véritablement transformer le monde par notre créativité. Aujourd'hui encore, nos

« La France était la Silicon Valley du monde à la fin du XIX^{ème} siècle »

entreprises sont souvent les leaders mondiaux dans leurs secteurs. Nos concurrents étrangers se disputent nos ingénieurs et nos chercheurs.

Toute la question est donc d'arriver à recréer les conditions d'un projet partagé, de donner envie aux Français non pas de rêver, mais de se projeter dans l'avenir. On peut tout demander à une communauté humaine, mais on ne motive pas les gens avec un assemblage hétéroclite de mesures. Les efforts ne peuvent être justifiés que si le chemin proposé est mis en cohérence avec une vision à long terme, un objectif commun qui donne un sens à ce que chacun ressent dans sa vie quotidienne. C'est ce travail que nous, chefs d'entreprise, accomplissons tous les jours dans nos organisations pour convaincre et avancer. A contrario, c'est probablement du déficit de vision, de courage et de capacité gestionnaire, c'est-à-dire de leadership

et de management dont souffrent trop de démocraties aujourd'hui

3. Justement, si vous étiez Président, quelles seraient vos premières mesures ?

Il faut rester humble : il est infiniment plus facile de parler que de faire, je n'ai donc aucune leçon à donner. Les travaux que nous avons conduits à l'Institut de l'entreprise me laissent penser qu'il est possible de refaire de la France la première puissance économique européenne dans dix ans. Pour atteindre cet objectif, les priorités restent inchangées : redresser la compétitivité, réformer le marché du travail, redresser les comptes publics. Mais tout cela est connu depuis longtemps, et pourtant rien ne change. C'est qu'au fond la question centrale n'est pas celle du « quoi » mais bien du « comment ». En la matière, l'entreprise a un temps d'avance sur la sphère politique. Les référendums, ordonnances ou décrets ne règlent rien. Ce ne sont que des outils. Quand on doit mener un grand projet de transformation dans une entreprise, il faut aligner toute l'organisation sur cet objectif, et gérer le changement en donnant une autonomie réelle de décision aux échelons locaux de responsabilité, aux acteurs de terrain. A cet égard, la révolution digitale et les territoires ne sont pas des risques ou des obstacles mais les leviers de la transformation des organisations : ils accélèrent et rendent possible ce qui est souhaitable. Je suis convaincu que ce qui est une évidence dans nos entreprises se vérifie aussi au niveau du pays. C'est à cette condition que le potentiel de créativité et l'énergie de nos concitoyens se mettront au service du projet collectif.

Élection présidentielle 2017 : le temps de l'action



Extrémisme, révolte, résignation. Trois mots qui caractérisent le contexte dans lequel les citoyens seront appelés à élire le prochain président de la République. Dans un monde incertain et mouvant, l'entreprise reste l'une des rares institutions qui cimentent notre société et fait la fierté de ceux qui y travaillent. Forts de cette conviction, nous prenons la parole pour affirmer notre ambition. La France peut et doit redevenir la première puissance économique européenne dans 10 ans. Pour cela, il nous faut agir dans trois directions :

- 1) Nous appuyer sur l'atout que représentent les entreprises. Celles-ci sont le levier le plus efficace du redressement économique et social.
- 2) Nous réformer en profondeur, assainir nos finances publiques, améliorer notre compétitivité et notre marché du travail.
- 3) Transformer la révolution numérique et la mondialisation en opportunités. Cette ambi-

tion collective ne deviendra réalité qu'à condition d'être d'abord partagée avec les Français. Sa nécessité et ses modalités d'exécution devront être explicitées, et un programme de mesures adéquates devra être mis en œuvre. Vision, pédagogie et plan d'action. Ces ingrédients sont indispensables au retour de la France au premier plan, et le temps de la campagne présidentielle doit permettre aux candidats d'en exposer les principes aux Français. Il n'y a pas de raccourci facile pour redresser le pays. La tâche est immense mais aussi exaltante : ce ne sont rien de moins que le rétablissement de la confiance dans l'avenir et l'intégration de notre jeunesse dans la société qui sont en jeu.

L'Institut de l'entreprise publie le 01/12/2016 une note de positionnement « Le temps de l'action - Election présidentielle 2017 ».

SI J'ÉTAIS PRÉSIDENT(E)

30 NOVEMBRE 2016
PALAIS DE TOKYO 17H30 - 20H00

Avec le soutien de :



C'M'S' Bureau Francis Lefebvre

